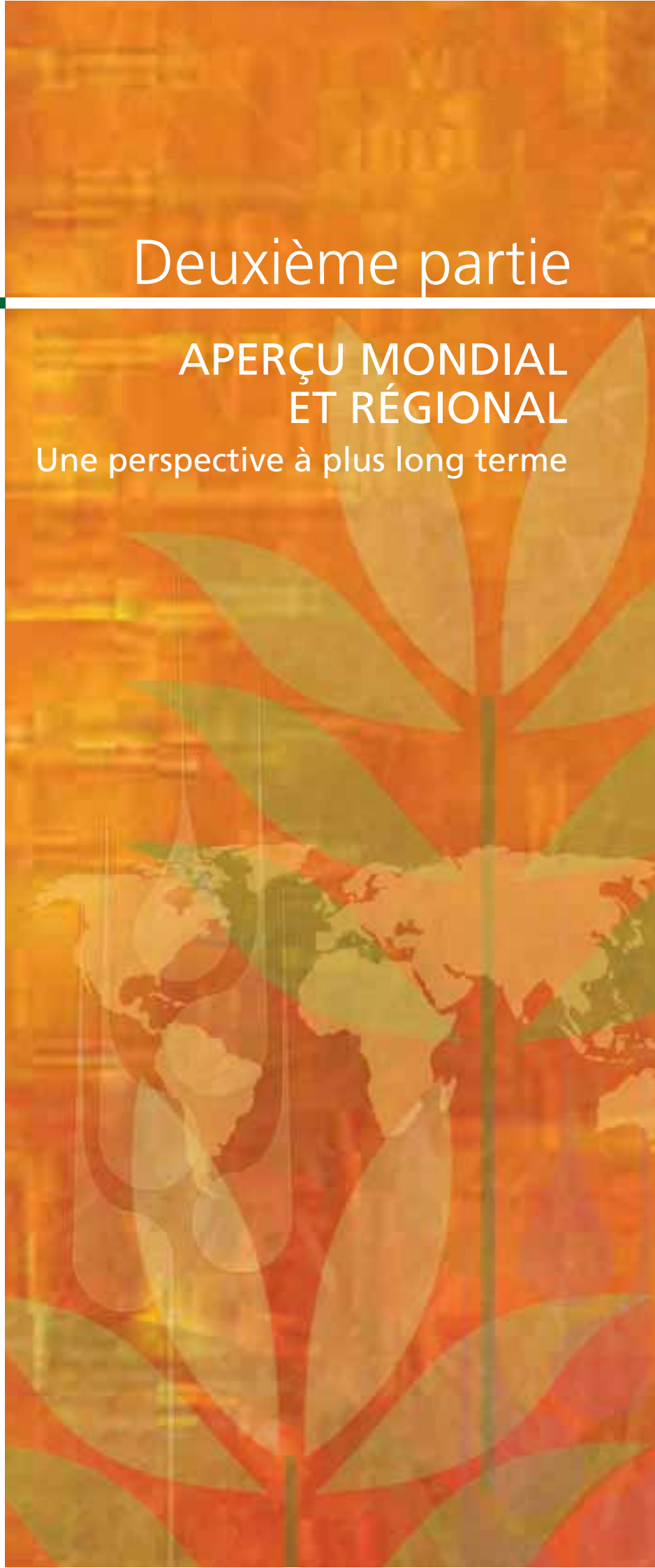


Deuxième partie

APERÇU MONDIAL ET RÉGIONAL

Une perspective à plus long terme



Deuxième partie



Aperçu mondial et régional une perspective à plus long terme¹

L'agriculture mondiale a marqué des progrès notables au cours des 50 dernières années mais se trouve actuellement confrontée à d'importants défis, aujourd'hui et dans les décennies à venir. La proportion de la population mondiale victime de la faim a diminué de moitié depuis 1969-71, période la plus ancienne pour laquelle des données sont disponibles. Dans les pays en développement, où vit la majeure partie de la population sous-alimentée, des progrès sont en cours de réalisation en vue de réduire la proportion de la population sous-alimentée, mais le nombre absolu de personnes victimes de la faim semble en augmentation.

L'accroissement régulier de la production agricole et la baisse constante des prix des produits agricoles attestent de la capacité de l'agriculture mondiale à satisfaire la demande croissante en produits alimentaires et autres. Les récentes hausses de prix récemment enregistrées s'expliquent par des reculs de la production dus aux conditions climatiques et par des facteurs tels que l'émergence des biocarburants liquides comme source importante de la demande en produits agricoles. Il reste à déterminer si cette évolution traduit l'apparition d'un nouveau paradigme en matière de prix agricoles et, si tel est le cas, quelles pourraient être les répercussions sur le développement agricole, la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire.

La croissance agricole contribue directement à la sécurité alimentaire, mais elle favorise également la réduction de la pauvreté et agit comme moteur de la croissance économique globale dans nombre de pays en développement. Toutefois, les progrès du secteur agricole ne sont pas uniformes et varient selon les pays et les régions, et ils semblent se tarir depuis le début des années 90. Toute la difficulté est de relancer la croissance et d'en étendre les bénéfices aux laissés pour compte du développement. De nombreux pays parmi les moins avancés, en particulier ceux dotés d'un environnement de production marginal, continuent d'enregistrer des niveaux de productivité faibles ou stagnants, des déficits alimentaires croissants et une augmentation de la faim et de la pauvreté.

¹ Le présent rapport s'appuie sur Wik, Pingali et Broca, 2007, et sur divers rapports antérieurs publiés par la FAO, qui sont cités dans le texte.

LA PRODUCTION AGRICOLE

La valeur de la production agricole totale (cultures vivrières et non vivrières ainsi que produits de l'élevage) a pratiquement triplé en termes réels depuis 1961 (figure 14), soit une hausse moyenne de 2,3 pour cent par an, très supérieure à la croissance démographique mondiale (1,7 pour cent par an). Cette croissance trouve en grande partie son origine dans les pays en développement mais elle reflète également la part croissante des productions à forte valeur ajoutée comme les produits d'élevage et horticoles dans la valeur totale de la production (FAO, 2006i).

Les disparités régionales

La valeur ajoutée agricole par habitant dans le monde a progressé en moyenne de 0,4 pour cent en termes réels depuis 1961 (Banque mondiale, 2006), mais toutes les régions n'ont pas suivi la même tendance (figure 15). L'Amérique latine et les Caraïbes ainsi que l'Asie du Sud ont enregistré une légère hausse, alors que la région Asie

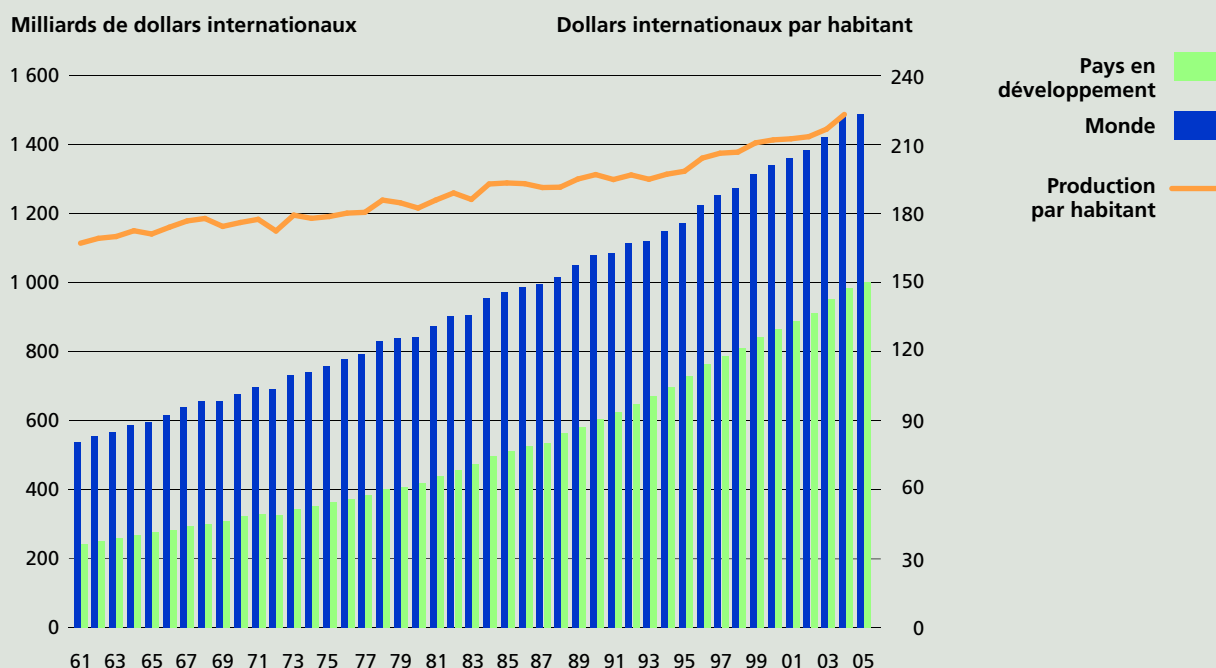
de l'Est et Pacifique a plus que doublé la valeur agricole ajoutée par habitant au cours des quatre dernières décennies. L'Afrique subsaharienne est la seule région dans laquelle la valeur ajoutée agricole par habitant n'a pas progressé, avec une tendance globale à la baisse et des variations considérables dans le temps et entre les pays (Figure 16).

Le changement de structure de la production agricole

La structure de la production agricole s'est considérablement transformée au cours des 40 dernières années. La production mondiale de céréales, d'oléagineux, de sucre, de légumes, d'œufs et de viande a augmenté à un rythme supérieur à celui de la croissance démographique, tandis que la production de légumineuses et de racines et tubercules reculait par rapport à la croissance démographique totale (tableau 16).

Depuis 1990, la croissance de la production céréalière s'est ralentie par rapport aux décennies précédentes. En revanche, la production d'oléagineux s'est accélérée sous

FIGURE 14
Production agricole totale et par habitant

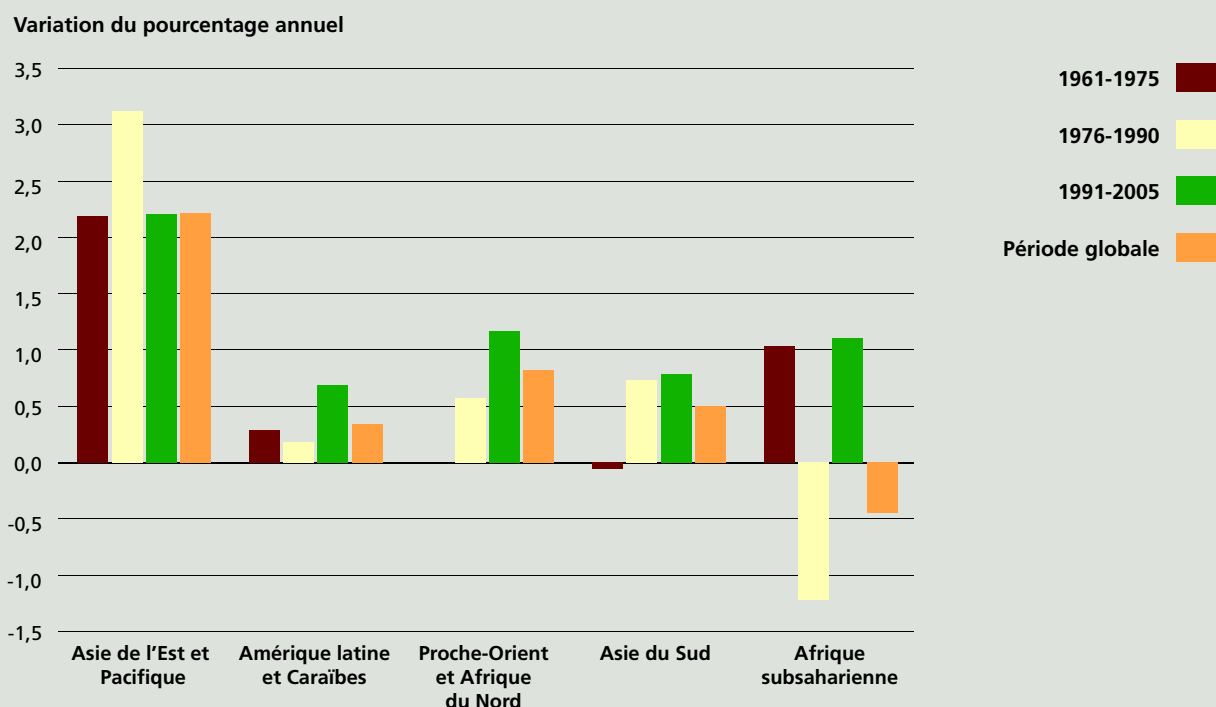


Note: Le dollar international est l'unité monétaire commune utilisée pour les prix des produits, 1999-2001. Pour plus d'informations, voir <http://faostat.fao.org>.

Source: FAO, 2006h.

FIGURE 15

Taux de croissance moyen de la valeur ajoutée agricole par habitant, par région



Note: La valeur ajoutée agricole inclut les produits de la pêche et des forêts. Aucune donnée n'est disponible pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord avant 1974. Les données pour l'Afrique subsaharienne sont disponibles à partir de 1967, et pour l'Amérique latine et les Caraïbes à partir de 1965.

Source: Banque mondiale, 2006.

TABLEAU 16

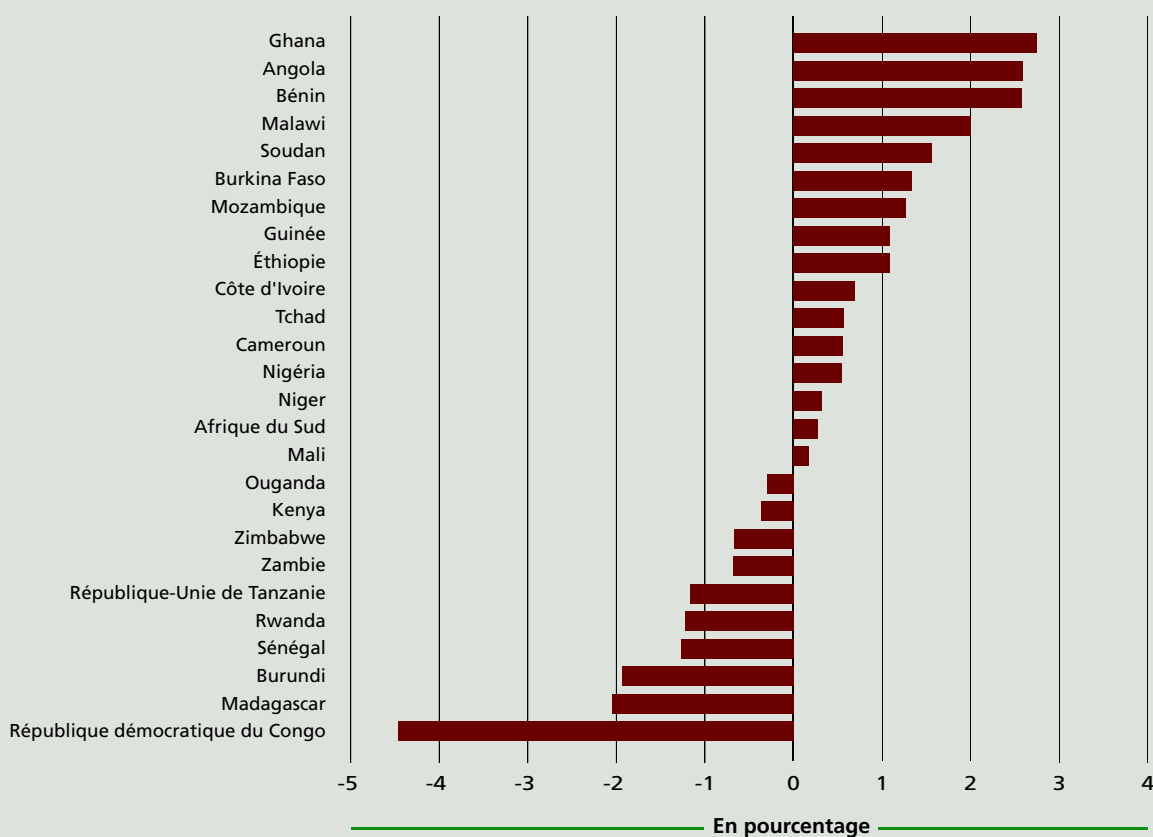
Taux de croissance mondiaux de différents produits agricoles

		1961-76	1977-91	1992-2005	1961-2005
		Changement annuel en pourcentage			
CÉRÉALES	MONDE	3,5	1,8	1,3	2,2
	Pays en développement	3,9	2,8	1,5	2,8
OLÉAGINEUX	MONDE	2,9	4,8	4,2	4,0
	Pays en développement	3,1	5,0	4,9	4,4
SUCRE	MONDE	3,4	2,3	0,8	2,2
	Pays en développement	3,1	3,5	1,2	2,6
LÉGUMINEUSES	MONDE	0,8	1,5	0,9	1,1
	Pays en développement	0,5	1,0	1,4	1,0
RACINES ET TUBERCULES	MONDE	1,3	0,5	1,5	1,1
	Pays en développement	3,0	1,6	2,2	2,3
LÉGUMES	MONDE	1,8	3,2	4,7	3,2
	Pays en développement	1,9	4,4	6,1	4,1
ŒUFS	MONDE	3,0	3,4	3,6	3,4
	Pays en développement	4,6	7,0	6,0	5,9
VIANDE	MONDE	3,5	3,0	2,6	3,0
	Pays en développement	4,3	5,3	4,8	4,8
LAIT	MONDE	1,6	1,4	1,2	1,4
	Pays en développement	2,7	3,3	3,8	3,2

Source: FAO, 2006h.

FIGURE 16

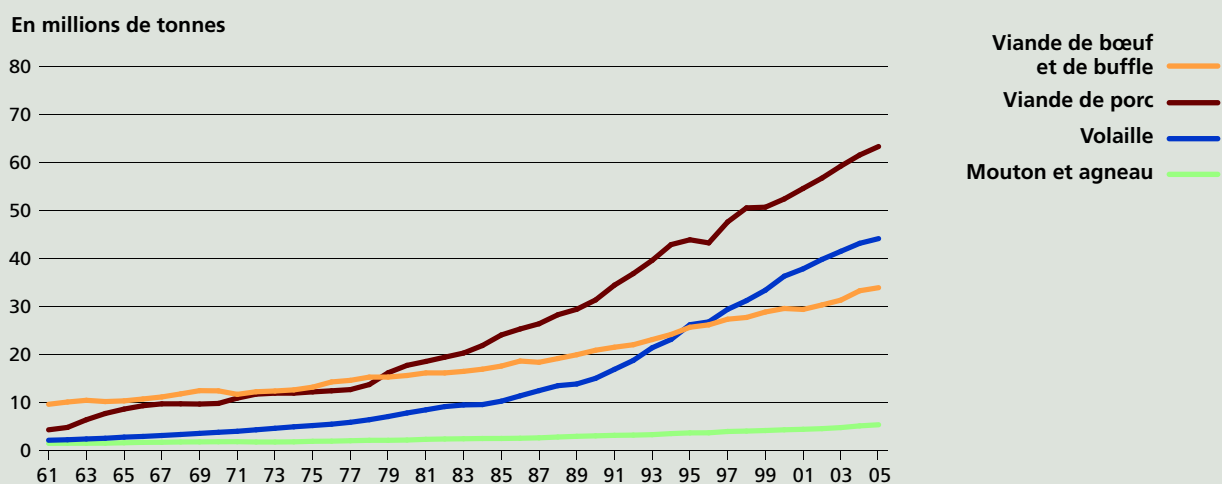
Taux moyen de croissance annuelle de la production agricole par habitant
en Afrique subsaharienne, 1990-2004



Source: FAO, 2006h.

FIGURE 17

Production de viande dans les pays en développement



Source: FAO, 2006h.

l'effet de la hausse de la demande des pays en développement pour ces produits destinés à l'alimentation humaine et animale. (FAO, 2006i).

Dans les pays en développement, la production d'œufs et de viande a augmenté plus rapidement encore que la production d'oléagineux. Du fait de la diversification de l'alimentation liée à la hausse des revenus et à l'urbanisation, cette tendance à la hausse devrait se poursuivre à un rythme supérieur à celui de la croissance démographique. La croissance du secteur laitier devrait elle aussi s'accélérer sous l'effet de la demande croissante dans les pays en développement.

La progression de la production de sucre s'est récemment accélérée. Ce secteur devrait continuer de croître à l'avenir en raison à la fois d'une demande accrue dans les pays en développement (en incluant la Chine, où le taux de consommation de sucre par habitant est très faible) et du potentiel que présente la canne à sucre pour la production de biocarburants (FAO, 2006i).

Coup de projecteur sur les produits d'élevage

La production totale de viande dans les pays en développement a plus que quintuplé, pour passer de 27 millions de tonnes à 147 millions entre 1970 et 2005 (figure 17). Bien que cette croissance se ralentisse, la demande mondiale de viande devrait selon les prévisions augmenter de plus de 50 pour cent d'ici 2030 (FAO, 2006i). Répondre à la demande croissante en produits d'origine animale tout en préservant la base de ressources naturelles et en s'adaptant au changement climatique et au risque est l'un des principaux défis auxquels se trouve aujourd'hui confrontée l'agriculture mondiale.

À l'échelle mondiale, la production animale est le principal utilisateur de terres agricoles et représente près de 40 pour cent de la valeur totale de la production agricole. Dans les pays développés, cette part est de plus de 50 pour cent. Dans les pays en développement, où la production animale représente un tiers de la valeur de la production agricole, cette part est en augmentation rapide du fait de la hausse des revenus et des changements de mode de vie et d'habitudes alimentaires.

Jusqu'à une période récente, une part importante de l'élevage dans les pays en développement n'était pas dédiée à

l'alimentation mais plutôt à la fourniture de traction animale et de fumier, les animaux représentant par ailleurs un capital utilisé uniquement en période de crise. L'élevage faisait partie intégrante des systèmes agricoles, il se caractérisait par une multitude de petits propriétaires et des animaux élevés à proximité de leurs sources de nourriture. Les choses sont en train de changer rapidement. La hausse de la production animale concerne la quasi-totalité des systèmes industriels, dans lesquels la production de viande n'est plus rattachée à des ressources locales pour l'alimentation du bétail ou à la fourniture d'animaux de trait ou de fumier pour les cultures (Naylor *et al.*, 2005).

La production mondiale de viande, d'œufs et de lait par kilogramme de céréales utilisées pour l'alimentation animale s'est accrue. L'augmentation de la part de la production avicole dans la production totale de viande a contribué à cette évolution (la volaille demande beaucoup moins d'aliments céréaliers par kilogramme de viande que le bœuf), mais l'utilisation croissante des farines d'oléagineux, à haute teneur en protéines, pour l'alimentation animale est un autre facteur important. La production mondiale de soja, principalement transformé en huile pour la consommation humaine et en farines pour l'alimentation du bétail, a augmenté de 5 pour cent par an au cours des 10 dernières années.

LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE

Des progrès significatifs ont été réalisés au niveau mondial pour élever la consommation alimentaire par habitant, laquelle est passée de 2 280 kcal/personne/jour en moyenne au début des années 60 à 2 800 kcal/personne/jour (figure 18). La progression de la consommation alimentaire mondiale est principalement le fait des pays en développement, dans la mesure où les pays développés avaient déjà atteint des niveaux relativement élevés de consommation par habitant au milieu des années 60. Les progrès significatifs enregistrés en Asie de l'Est ont fortement influencé la progression globale des pays en développement.

La diversification de la consommation alimentaire

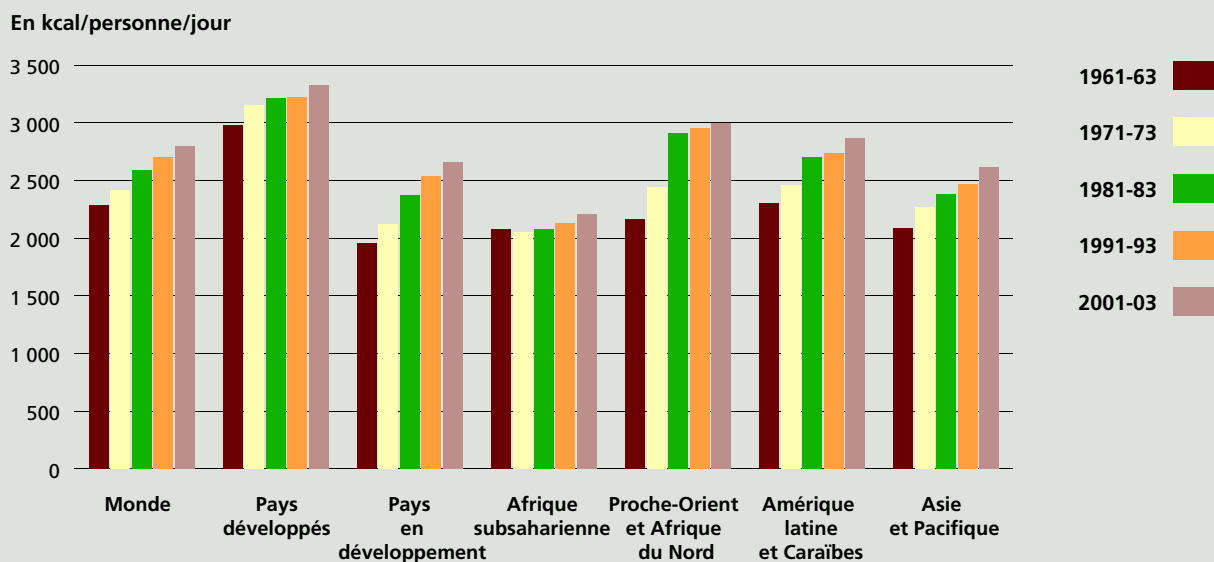
À la fois reflet et moteur des changements intervenus dans la production agricole décrits ci-dessus, les modes d'alimentation ont considérablement évolué au cours des quatre dernières décennies (figure 19). La part des produits de base tels que céréales, racines, tubercules et légumineuses dans l'alimentation a reculé au profit des produits d'élevage (viande et produits laitiers), des huiles végétales et des fruits et légumes.

La hausse des revenus, l'évolution relative des prix et l'urbanisation ont

changé les habitudes alimentaires dans les pays développés comme dans les pays en développement. Lorsque les personnes disposent d'un revenu accru, elles introduisent généralement une plus grande variété dans leur alimentation, avec des aliments de plus haute valeur et plus coûteux, même si les réponses varient entre pays en développement et pays développés. Dans ces derniers, la plupart des consommateurs sont déjà en mesure de s'offrir les aliments qu'ils préfèrent. En conséquence, lorsque leur revenu augmente, l'incidence sur leur régime alimentaire et leurs achats de nourriture est relativement faible.

Dans les pays en développement en revanche, une hausse des revenus a un effet immédiat et marqué sur la consommation dans la mesure où les personnes ajustent leur budget pour y inclure des aliments de plus haute valeur (Figure 20). Lorsque les salaires progressent, le facteur commodité entre davantage en ligne de compte puisqu'il permet de consacrer le temps ainsi récupéré sur la préparation des aliments à des activités lucratives ou des loisirs. Les personnes se tournent davantage vers les produits transformés nécessitant moins de temps de préparation. C'est le cas en particulier lorsque le nombre de femmes actives sur le marché du travail est en hausse

FIGURE 18
Consommation alimentaire par habitant



(Pingali, 2007). Par ailleurs, la baisse des prix réels des denrées alimentaires a permis aux consommateurs pauvres d'avoir accès à une meilleure alimentation à niveau de revenu constant.

L'urbanisation est un autre facteur déterminant pour les préférences des consommateurs. Le phénomène s'accélère, et la population urbaine devrait dépasser en nombre la population rurale d'ici 2007 (Millennium Ecosystem Assessment, 2005b).

Les grandes agglomérations urbaines favorisent l'établissement de grandes chaînes de supermarchés et attirent les investissements étrangers des entreprises multinationales. Les produits alimentaires non traditionnels deviennent également plus accessibles aux populations urbaines en raison de la libéralisation des échanges et de la baisse des coûts du transport (Pingali, 2007).

FIGURE 19
Structure de la consommation alimentaire dans les pays en développement (en pourcentage)

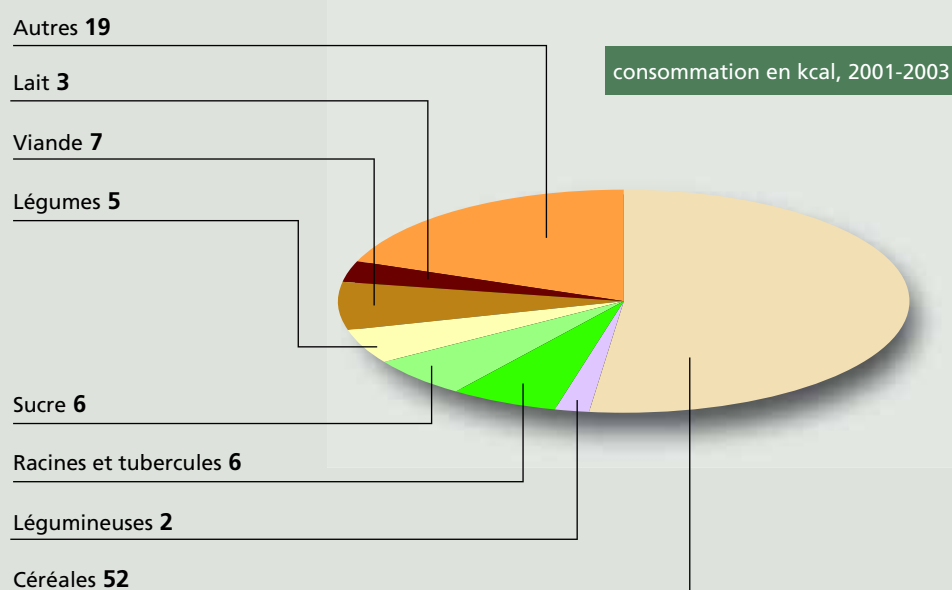
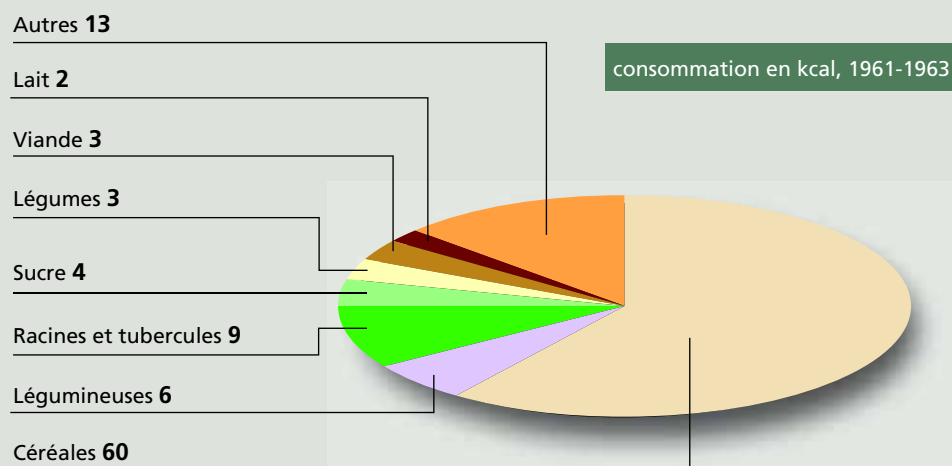
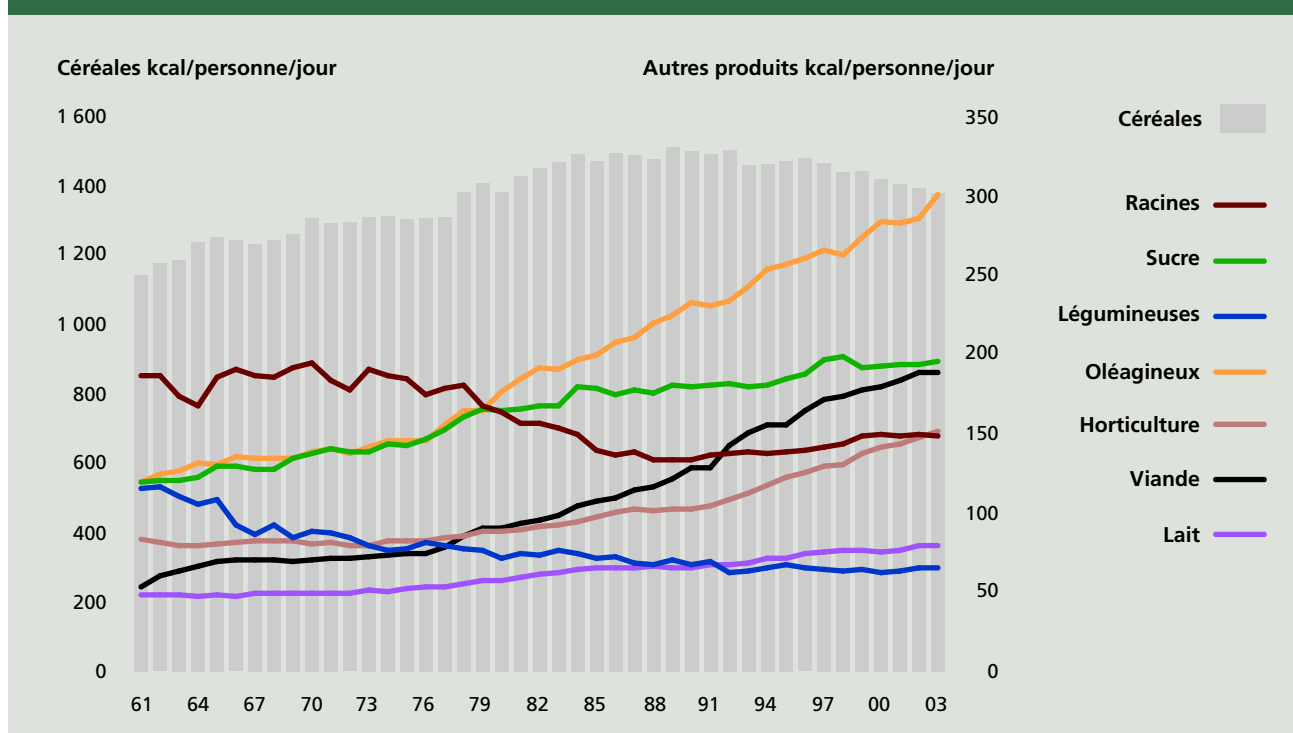


FIGURE 20

Consommation de différents produits alimentaires dans les pays en développement



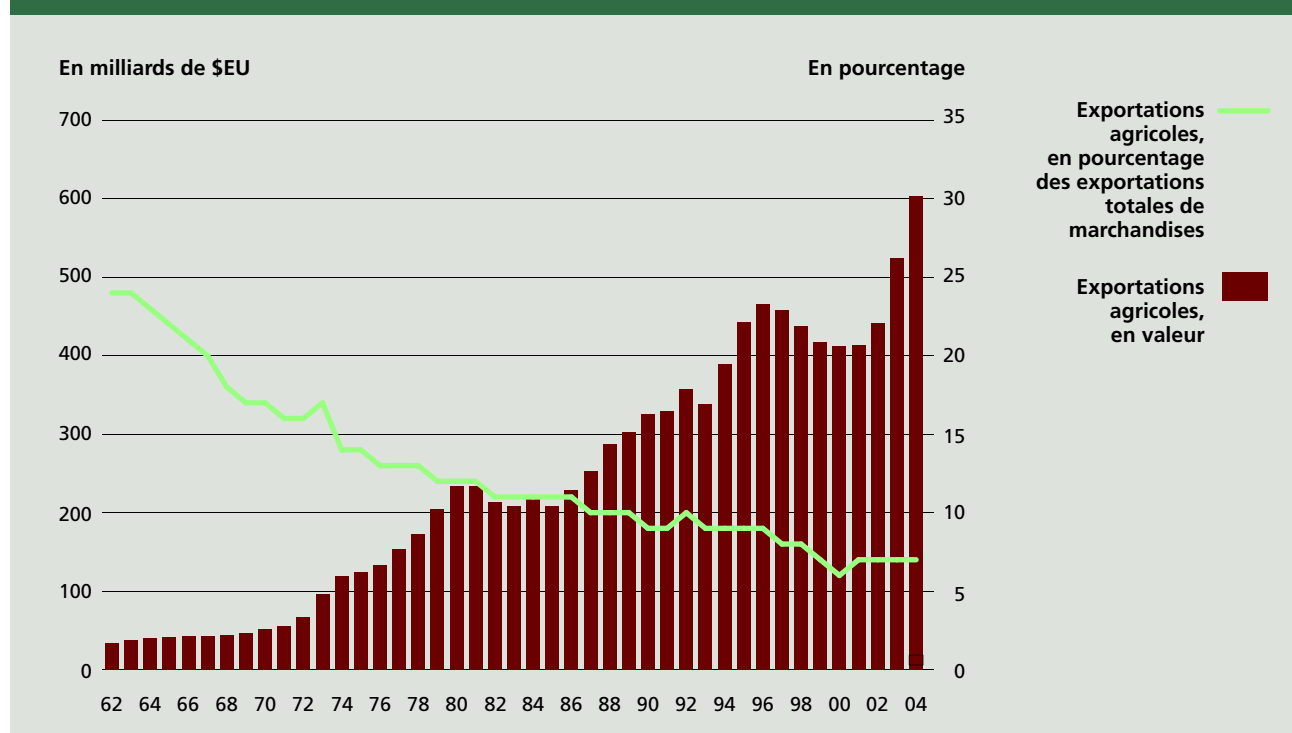
Source: FAO, 2006h.

Un problème naissant d'obésité dans les pays en développement

L'augmentation et la diversification de la consommation alimentaire par habitant a eu des effets positifs et négatifs dans plusieurs pays en développement. Avec un apport énergétique porté à 3 000 kcal/personne/jour, le changement d'alimentation inclut souvent une hausse importante de la consommation d'hydrates de carbone raffinés ainsi que de graisses et d'huiles transformées. Dans les pays en développement, cette évolution, conjuguée à un mode de vie plus sédentaire, entraîne généralement une augmentation rapide des taux de surcharge pondérale, d'obésité et de maladies non contagieuses liées au régime alimentaire telles que le diabète de type 2 et les maladies cardiovasculaires (Boutayeb et Boutayeb, 2005; Popkin, 2004). Il n'est pas rare aujourd'hui d'observer simultanément des phénomènes de surcharge pondérale ou d'obésité et de malnutrition dans les pays en développement, voire au sein d'une même famille, avec des parents obèses et des enfants souffrant de malnutrition sous le même toit (Doak et al., 2000).

L'excès de poids touche 1,6 milliard d'individus à travers le monde, et l'obésité au moins 400 millions. Deux personnes sur trois souffrant de surcharge pondérale et d'obésité vivent aujourd'hui dans les pays à revenu faible à intermédiaire, l'écrasante majorité se situant dans les pays émergents et les économies de transition (OMS, 2006). Les problèmes de santé dus à des maladies non contagieuses liées à l'obésité tendent à coexister avec ceux liés à la sous-alimentation, et ces pays se trouvent par conséquent victimes du «double fardeau de la malnutrition» qui se traduit par des difficultés et des contraintes nouvelles au niveau de leurs systèmes de santé.

FIGURE 21
Exportations agricoles mondiales



Source: FAO, 2006h.

LE COMMERCE AGRICOLE²

Le commerce

Depuis le début des années 60, les exportations agricoles ont décuplé en valeur nominale, tandis que la part du commerce agricole dans le commerce global des biens et marchandises ne cessait de reculer, pour tomber de près de 25 pour cent à moins de 10 pour cent au cours des dernières années (figure 21).

Durant cette période, le flux net de produits agricoles entre pays développés et en développement s'est inversé (figure 22). Au début des années 60, les pays en développement enregistraient un excédent commercial agricole de près de 7 milliards de dollars EU par an. Mais à la fin des années 80, cet excédent avait disparu. Et pendant la plus grande partie des années 90 et le début des années 2000, les pays en développement sont devenus importateurs nets de produits agricoles. Sans le Brésil, le déficit du reste du monde en développement

aurait été nettement plus important puisqu'il serait passé de 20 milliards de dollars EU à 27 milliards de dollars en 2004 (FAO, 2006i).

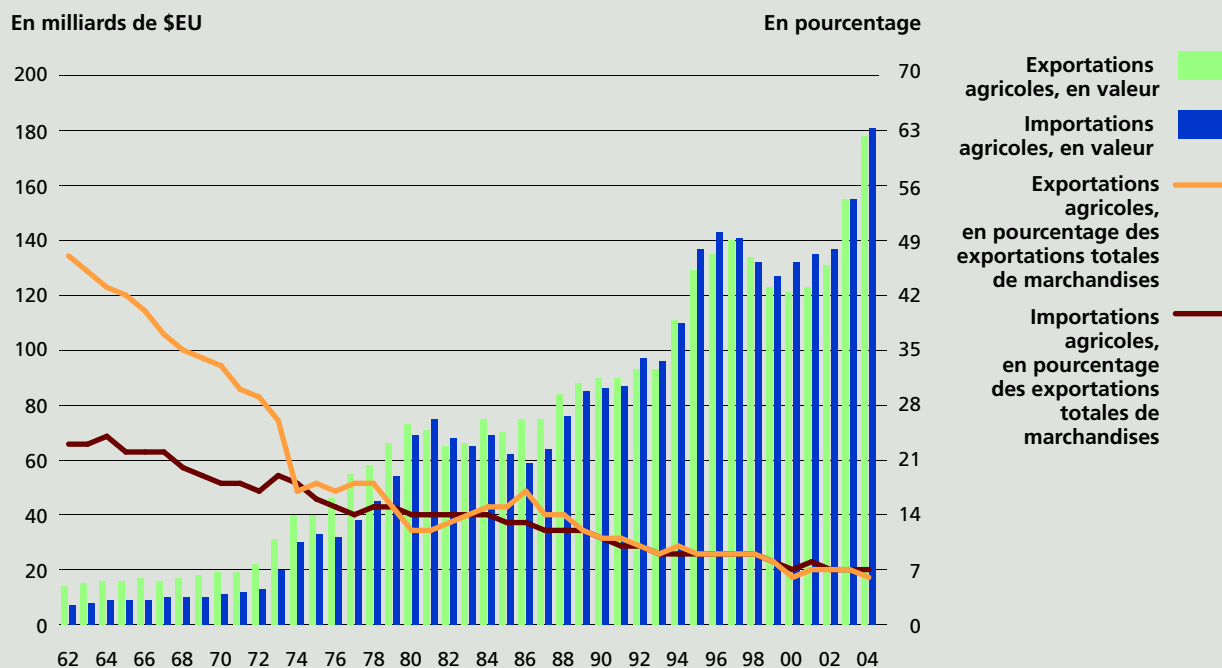
Le changement a été plus marqué encore pour les pays les moins développés qui, durant la même période, sont passés d'exportateurs nets à importateurs nets de produits agricoles (figure 23). À la fin des années 90, les importations de ces pays ont représenté plus du double de leurs exportations.

Les céréales ont dominé le commerce agricole mondial dans le passé. Mais aujourd'hui, leur part dans le total des importations agricoles est tombée en dessous de 50 pour cent dans les pays en développement, et en dessous d'un tiers dans les pays développés. La part des céréales a donc reculé, mais les pays développés comme les pays en développement importent de plus grandes quantités de denrées alimentaires transformées, à forte valeur ajoutée, notamment huiles comestibles, produits d'élevage et fruits et légumes.

² Cette section se fonde sur FAO, 2004d et FAO, 2006j.

FIGURE 22

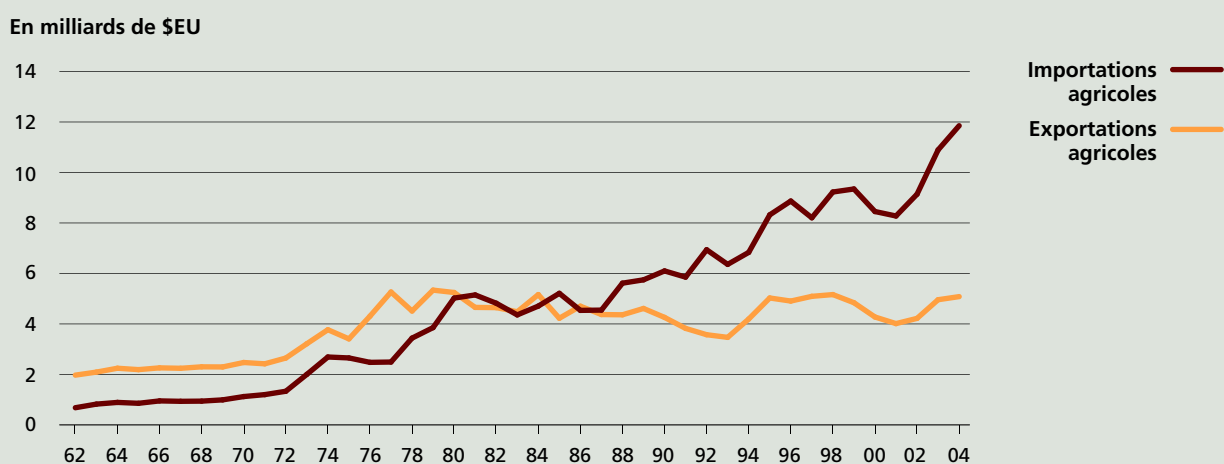
Importations et exportations agricoles des pays en développement



Source: FAO, 2006h.

FIGURE 23

Balance commerciale agricole des pays les moins avancés



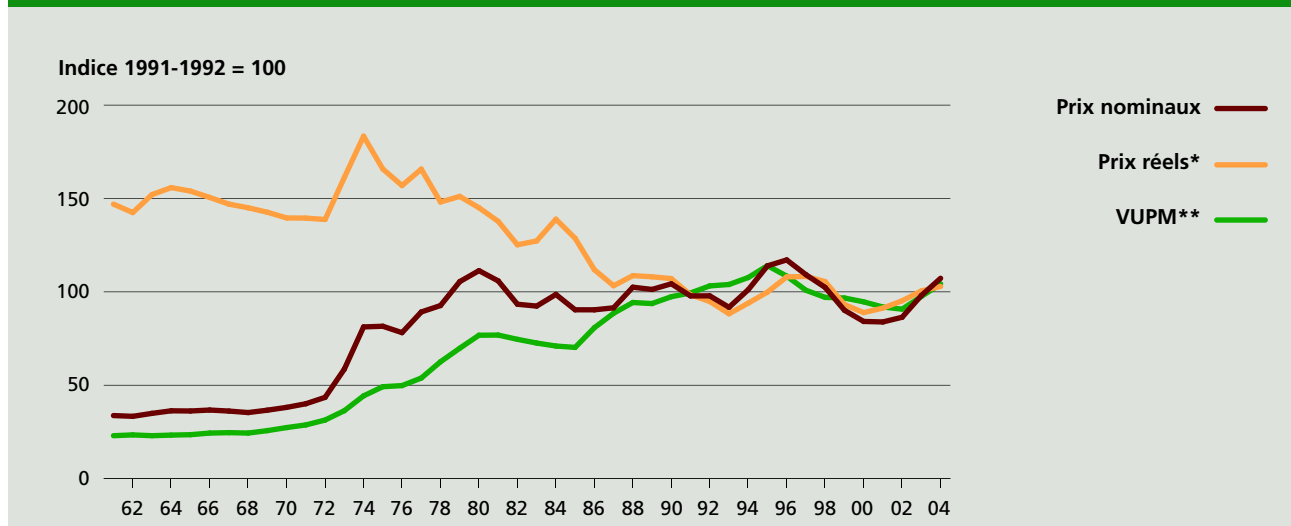
Source: FAO, 2006h.

Les prix

Une analyse des prix des produits agricoles au cours des 40 dernières années met en évidence un certain nombre d'éléments frappants (figure 24):

- Les prix réels des produits agricoles, en d'autres termes par comparaison avec ceux des biens manufacturés dans leur ensemble, ont sensiblement baissé – de près de 2 pour cent par an.

FIGURE 24
Prix des produits agricoles



* Les prix réels sont diminués de la valeur unitaire d'exportation du total des exportations de marchandises.

** La VUPM est la valeur unitaire des produits manufacturés (Banque mondiale).

Source: FAO, 2004d.

- Les prix réels ont enregistré des fluctuations importantes autour de cette tendance durable à la baisse.
- Tant ces fluctuations que le constant recul des prix agricoles sont moins marqués depuis le milieu des années 80.
- Les prix des céréales et des graines oléagineuses ont récemment augmenté, en partie sous l'effet de la hausse de la demande en biocarburants et de baisses de la production liées aux conditions climatiques.

Un certain nombre de facteurs expliquent ces tendances. Les réformes des politiques commerciales ainsi que l'amélioration des transports et de la logistique ont permis de contenir les prix des biens commercialisés, produits agricoles inclus. Les avancées technologiques ont contribué à la réduction des coûts et permis, à des niveaux de prix donnés, de développer la production à un rythme supérieur à l'augmentation de la demande, en dépit de la croissance démographique et de la hausse des revenus. La libéralisation des échanges a permis à un plus grand nombre de pays d'accéder aux marchés mondiaux, réduisant ainsi l'importance relative de la situation de l'offre dans un pays donné. Les progrès de la technologie ont par ailleurs permis de réduire la vulnérabilité de certaines cultures face aux influences climatiques.

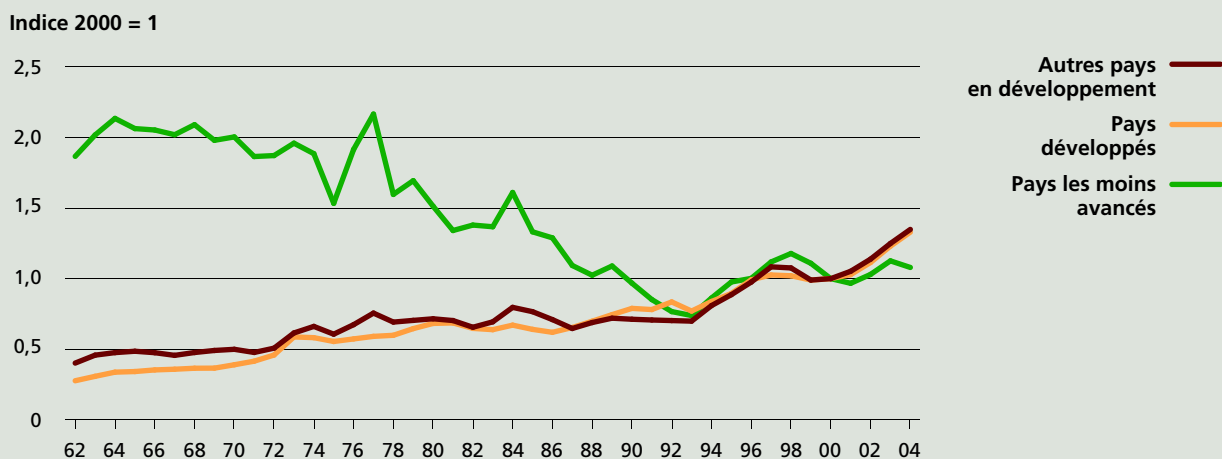
Les aides à la production et à l'exportation dans certains pays développés ont également contribué à la tendance à la baisse des cours mondiaux pour de nombreux produits agricoles cultivés en zone tempérée, réduisant par là même les recettes d'exportation des pays en développement exportateurs de produits comme le coton, le sucre et le riz.

Bien que les prix réels des produits agricoles dans leur ensemble aient reculé au cours des 40 dernières années, l'ampleur de ce recul varie d'un produit à l'autre. Les prix des produits traditionnels tels que matières premières, boissons tropicales, huiles végétales et céréales sont ceux qui ont accusé les variations les plus importantes et le recul le plus accentué.

La diversification des échanges

Certains pays en développement ont su mettre à profit l'évolution des prix et de la demande pour orienter leur production et leur commerce vers des secteurs non traditionnels, à plus forte valeur ajoutée. Ce sont principalement les plus avancés et les plus prospères qui ont réussi cette conversion. Si l'on excepte les pays les moins avancés, les pays en développement ont plus que doublé la part des produits horticoles et laitiers et de la viande dans leurs exportations agricoles, tout en réduisant la part des boissons tropicales et des matières

FIGURE 25
Revenus du commerce des produits agricoles



Source: FAO.

premières, qui est passée de 55 pour cent au début des années 60 à près de 30 pour cent dans la période 1999-2001.

Une analyse des données FAOSTAT (FAO, 2004e) a montré que le commerce de certains produits agricoles non traditionnels, incluant les fruits et légumes ainsi que des produits spéciaux et transformés (à l'exclusion des bananes et agrumes) représentait plus de 30 milliards de dollars EU annuellement. Les pays en développement représentaient 56 pour cent du commerce mondial des fruits et légumes non traditionnels en 2001, et les deux tiers du commerce des produits spéciaux comme les piments, le gingembre et l'ail.

Pour un large éventail de ces produits, les pays en développement ont progressivement gagné des parts de marché au détriment des pays développés. Cela est particulièrement vrai pour le commerce des légumes et des produits spéciaux, pour lesquels les pays en développement se sont taillé la part du lion dans la croissance substantielle du commerce mondial au cours des 10 dernières années.

Toutefois, le marché des exportations agricoles non traditionnelles est dominé par une poignée de pays. Certains d'entre eux, l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Costa Rica et le Mexique, sont au premier rang des exportations de plus d'un produit. D'autres occupent une position dominante pour un

produit seulement – c'est le cas par exemple du Kenya pour les haricots verts, de la Malaisie pour les fruits tropicaux mineurs, de la Thaïlande pour les fruits frais mineurs et du Zimbabwe pour les petits pois.

De nombreux pays n'ont qu'un accès très limité au marché des produits non traditionnels. Les pays les moins avancés représentent à peine 0,5 pour cent du commerce mondial des fruits et 0,8 pour cent du commerce mondial des légumes. À l'inverse, leur dépendance vis-à-vis des produits d'exportation traditionnels tels que matières premières et boissons tropicales pour leurs recettes d'exportations agricoles s'est accrue, puisqu'elle est passée de 59 pour cent à 72 pour cent au cours des 40 dernières années.

Pour ces pays, les recettes d'exportation n'ont pas progressé, et la hausse des prix des importations n'a fait qu'accentuer davantage l'érosion de leur pouvoir d'achat. Les recettes des exportations agricoles des pays les moins avancés ont chuté de plus de 30 pour cent en termes réels au cours des deux dernières décennies, et de moitié au cours des 40 dernières années (figure 25).

L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le Sommet mondial de l'alimentation (SMA) s'est fixé pour objectif de réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde en 2015 au plus tard, par rapport à la période de référence 1990-92. L'un des Objectifs du Millénaire pour le développement vise à diminuer de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim durant cette même période (1990-2015).

La tendance historique à l'augmentation de la production et de la consommation alimentaire à l'échelle mondiale s'est traduite par une diminution de la **proportion** de la population souffrant de sous-alimentation qui est passée de 37 pour cent en 1969-71 à 17 pour cent en 2002-04 (figure 26) (FAO, 2006k). Cette diminution est intervenue pour l'essentiel durant les deux premières décennies de cette période, mais de fait, par rapport à la période de référence 1990-92, la proportion de la population sous-alimentée n'a diminué que de 3 pour cent. Le **nombre** de personnes souffrant de sous-alimentation dans les pays en développement a reculé de 960 millions en 1969-71 à 830 millions en 2002-04, mais cette diminution est intervenue dans sa quasi-totalité avant 1990-92, et de fait, leur nombre a augmenté entre 1995-97 et 2002-04 (FAO, 2006k).

Durant la période 1990-92 à 2001-03, les seuls progrès véritablement significatifs dans

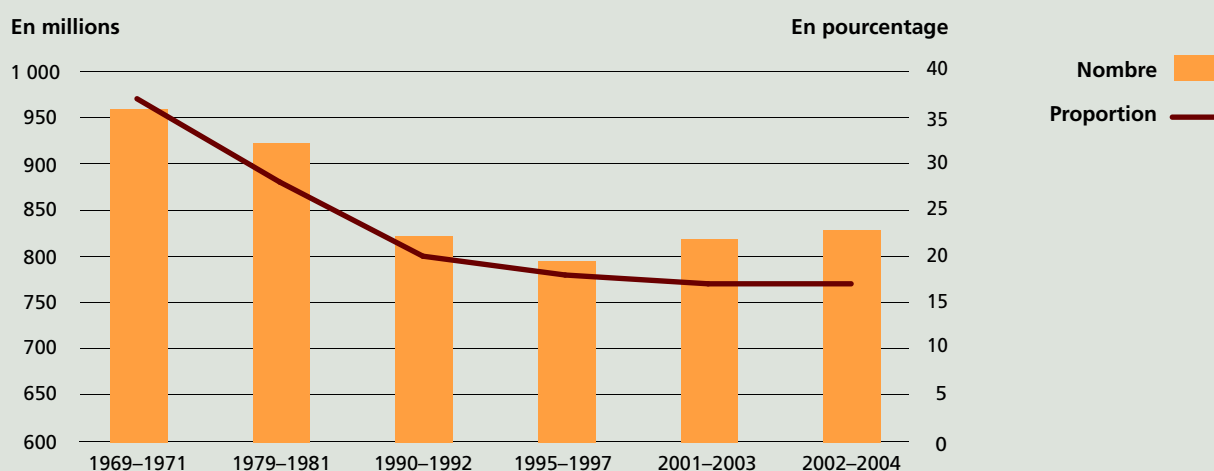
la lutte contre la sous-alimentation ont été concentrés sur un très petit nombre de pays et sous-régions à forte densité de population: Chine, Asie du Sud-Est et Amérique du Sud (figure 27). En Inde, la prévalence de la faim a diminué de 5 pour cent, mais les progrès en termes de réduction du nombre de personnes souffrant de sous-alimentation ont été faibles du fait de la croissance démographique. Dans le même temps, le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté dans le reste de l'Asie de l'Est (à l'exception de la Chine) et plus encore dans le reste de l'Asie du Sud (à l'exception de l'Inde) (FAO, 2006l).

Le Proche-Orient, l'Amérique centrale, l'Asie de l'Est (à l'exclusion de la Chine) et l'Afrique centrale ont enregistré une augmentation à la fois du *nombre* et de la *proportion* de la population souffrant de sous-alimentation entre 1990-92 et 2001-03 (FAO, 2006l).

En Afrique subsaharienne, les progrès accomplis récemment pour réduire la prévalence de la sous-alimentation méritent d'être signalés. Pour la première fois depuis plusieurs décennies, la proportion de la population souffrant de sous-alimentation dans la région a baissé de manière significative – passant de 35 pour cent en 1990-92 à 32 pour cent en 2001-03, après un pic de 36 pour cent en 1995-97. L'Afrique centrale a enregistré une hausse dramatique

FIGURE 26

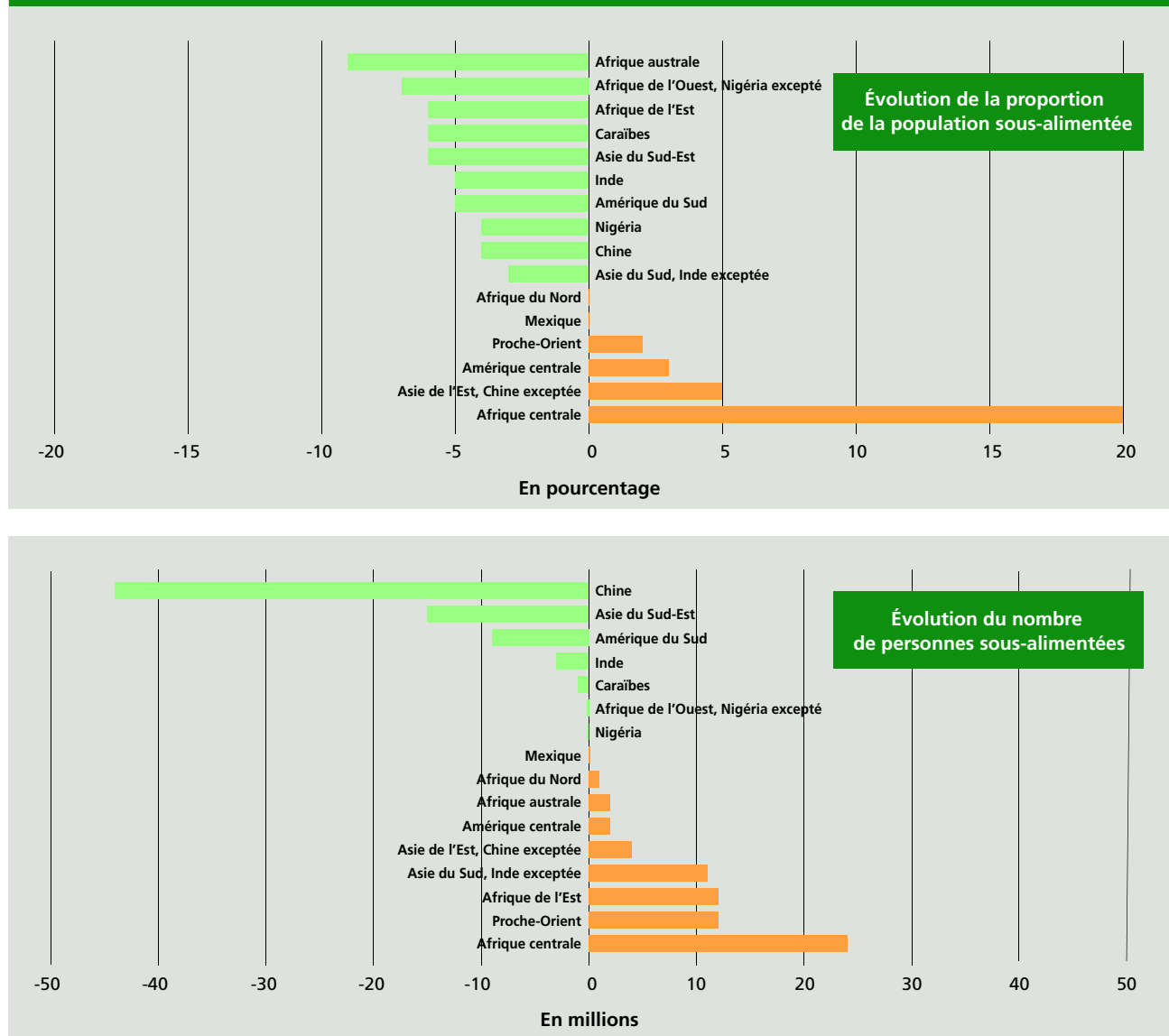
Sous-alimentation dans les pays en développement



Source: FAO, 2006h.

FIGURE 27

Évolution du nombre et de la proportion de la population souffrant de sous-alimentation dans les sous-régions entre 1990-1992 et 2001-2003



Source: FAO, 2006l.

du nombre de personnes sous-alimentées comme de la prévalence de la sous-alimentation, alors que celle-ci reculait en Afrique australe, en Afrique de l'Ouest, en Afrique de l'Est et au Nigéria (FAO, 2006l).

Outre le Ghana, qui a déjà atteint l'objectif du SMA prévoyant de réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées, l'Angola, le Bénin, le Congo, l'Éthiopie, la Guinée, le Lesotho, le Malawi, la Mauritanie, le Mozambique, la Namibie et le Tchad ont également vu diminuer le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation.

Même si les raisons de ce succès varient selon les pays, la plupart semblent s'être appuyés sur une bonne croissance économique conjuguée à une expansion significative de la production agricole et alimentaire par habitant (FAO, 2006l).

La baisse de la prévalence de la sous-alimentation dans la région est une évolution encourageante. Mais la tâche à laquelle se trouve confrontée l'Afrique subsaharienne reste écrasante. Cette région représente à elle seule 25 pour cent de la population souffrant de sous-alimentation dans le

monde en développement et la proportion la plus forte (un tiers) de la population souffrant de faim chronique. Dans 14 pays de la région, 35 pour cent ou plus de la population souffraient de sous-alimentation chronique en 2001-03. Le nombre de personnes sous-alimentées est passé de 169 millions en 1990-92 à 206 millions en 2001-03, et 15 seulement des 39 pays pour lesquels des données sont disponibles ont réussi à faire baisser le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation (FAO, 2006l).

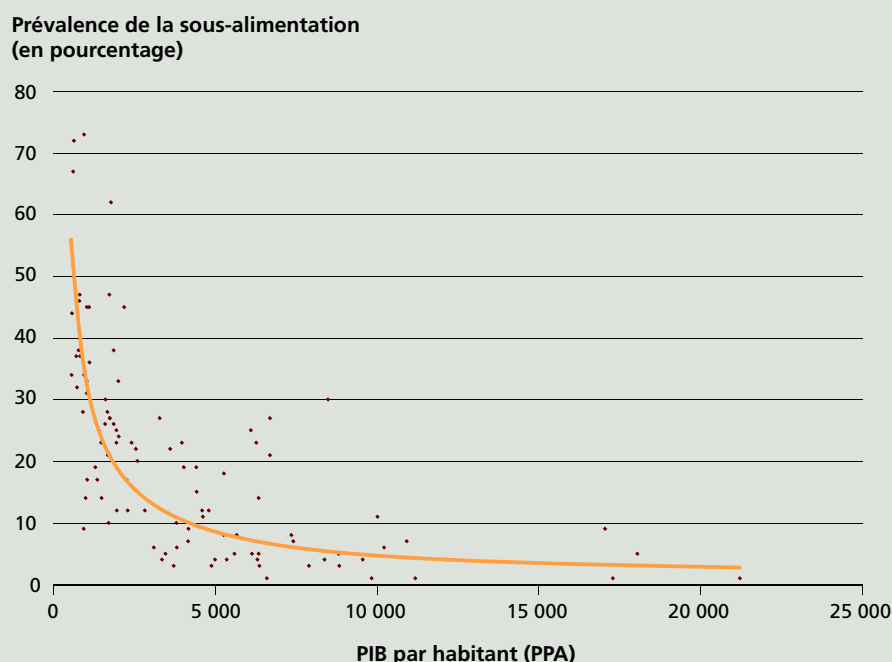
Les efforts déployés dans la région pour lutter contre la faim ont été entravés par des catastrophes naturelles et d'origine anthropique, notamment par les conflits armés survenus dans les années 90 et la propagation du VIH/sida. De fait, l'augmentation du nombre de personnes souffrant de malnutrition par rapport à la période de référence retenue par le SMA a été principalement le fait de cinq pays déchirés par la guerre : le Burundi, l'Érythrée, le Libéria, la République démocratique du Congo et la Sierra Leone. L'aggravation de l'insécurité alimentaire en République

démocratique du Congo est particulièrement dramatique, sachant que le nombre de personnes sous-alimentées a triplé en passant de 12 à 36 millions, et que la prévalence est passée de 31 à 72 pour cent de la population (FAO, 2006l).

Il existe une claire corrélation négative entre le revenu par habitant d'un pays et la prévalence de la sous-alimentation au sein de sa population (figure 28). Les données empiriques confirment qu'une croissance économique soutenue, entraînant une productivité et une prospérité accrues à l'échelle nationale, se traduit par une diminution de la faim. Mais les études transversales sur les pays en développement semblent indiquer que la seule croissance économique, si elle ne s'accompagne de mesures spécifiques de lutte contre la faim, risque de laisser au bord du chemin des populations affamées, en particulier dans les zones rurales (FAO, 2005c).

De nombreuses études montrent que l'impact de la croissance économique sur la réduction de la faim et de la pauvreté dépend autant de la nature et de la

FIGURE 28
PIB par habitant et sous-alimentation (moyenne 2001-2003)



Note: La PPA est la parité du pouvoir d'achat en dollars. Chaque point représente un pays en développement.

Source: FAO; Banque mondiale, 2006.

répartition de cette croissance que de son échelle et de son rythme. Près de 70 pour cent des pauvres des pays en développement vivent en milieu rural et dépendent de l'agriculture pour leur subsistance, directement ou indirectement. Dans les pays les plus pauvres, la croissance agricole est le moteur de l'économie rurale. Et dans les pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire en particulier, l'agriculture joue un rôle fondamental dans la création d'emplois et de revenus. La croissance agricole est donc un facteur crucial pour réduire la faim.

Les tendances futures en matière de sécurité alimentaire³

Les tendances historiques vers une augmentation de la consommation alimentaire par habitant dans le monde et plus particulièrement dans les pays en développement devraient, selon les scénarios de la FAO, se poursuivre dans un avenir proche. Toutefois, elles devraient connaître un certain ralentissement dans la mesure où un nombre de plus en plus important de pays se rapproche de niveaux moyens à élevés de consommation. La moyenne dans les pays en développement pourrait s'élever par rapport à son niveau actuel, 2 650 kcal/personne/jour, pour atteindre 3 070 kcal d'ici 2050. D'ici le milieu du XXI^e siècle, plus de 90 pour cent de la population mondiale pourrait vivre dans des pays dont la consommation alimentaire par habitant sera supérieure à 2 700 kcal par jour, contre 51 pour cent actuellement et seulement 4 pour cent 30 ans auparavant. Comme par le passé, les progrès enregistrés en Chine et dans quelques autres pays fortement peuplés continueront de jouer un rôle significatif dans ces évolutions.

Mais tous les pays ne réussiront probablement pas à relever leur niveau de consommation alimentaire. Cela est particulièrement vrai des pays qui enregistrent aujourd'hui des taux élevés de sous-alimentation et de croissance démographique, sans véritables perspectives de croissance économique et avec des ressources agricoles souvent maigres. À l'heure actuelle, 32 pays relèvent de cette catégorie, avec un taux moyen de malnutrition de 42 pour cent. La population de ces pays pauvres devrait augmenter

de 580 millions, son niveau actuel, à 1,39 milliard d'ici 2050, et la consommation alimentaire pourrait, selon un scénario relativement optimiste, passer de 2 000 kcal/personne/jour actuellement à 2 450 kcal dans les 30 prochaines années. Ce relèvement sera insuffisant pour garantir une bonne nutrition dans plusieurs de ces pays, et l'on peut donc en conclure que la réduction de la faim dans ces pays risque de demander beaucoup de temps.

En dépit de la lenteur des progrès enregistrés dans la lutte contre la sous-alimentation, les projections de la FAO prévoient des améliorations globales substantielles. Dans les pays en développement, le nombre de personnes correctement nourries devrait augmenter et passer de 3,9 milliards en 1999/2001 (83 pour cent de la population) à 6,2 milliards (93 pour cent) en 2030 et 7,2 milliards (96 pour cent) d'ici 2050. Le problème de la sous-alimentation devrait diminuer tant en nombres absolus qu'en proportion de la population touchée par la sous-alimentation.

³ Fondé sur FAO, 2006i.

OPPORTUNITÉS ET DÉFIS POUR DEMAIN

La croissance démographique dans les pays les plus pauvres

La croissance de la population mondiale a été le principal moteur de l'augmentation de la demande et de la production alimentaires. Cette croissance se poursuivra mais pourrait, selon les projections à plus long terme, ralentir d'ici le milieu de ce siècle. La population mondiale devrait passer de 6,7 milliards actuellement à 9,2 milliards d'ici 2050 (ONU, 2007). À partir de 2050, elle augmentera de 30 millions par an.

Cette augmentation devrait presque entièrement concerner les pays en développement, et plus particulièrement le groupe des 50 pays les moins développés. Ces pays n'auront sans doute pas atteint des niveaux adéquats de consommation alimentaire en 2050, et il est très probable que la demande de produits alimentaires continuera de croître même si la croissance démographique ralentit.

Le ralentissement de la croissance de la production agricole⁴

La croissance annuelle de la production agricole mondiale devrait baisser de 1,5 pour cent au cours des prochaines décennies, et d'encre 0,9 pour cent au cours des 2 décennies consécutives à 2050 (FAO, 2006i), contre une croissance annuelle de 2,3 pour cent depuis 1961.

Tous les grands secteurs de produits (à l'exception du secteur laitier) devraient participer de la décélération de la croissance agricole. Dans le secteur céréalier, la tendance à la baisse est déjà ancienne et devrait se poursuivre, ce secteur étant celui qui enregistrera le taux de croissance le plus faible au cours des 50 prochaines années.

L'eau

L'agriculture représente 70 pour cent de l'utilisation de l'eau dans le monde, et jusqu'à 95 pour cent dans de nombreux pays en développement, essentiellement pour l'irrigation des cultures (Millennium Ecosystem Assessment, 2005b). L'utilisation d'eau par habitant a baissé d'environ 700

à 600 mètres cubes par an depuis 1980 (Millennium Ecosystem Assessment, 2005b), et la productivité de l'eau dans l'agriculture a augmenté d'au moins 100 pour cent entre 1961 et 2001 (FAO, 2003d). Mais l'utilisation totale de l'eau continue d'augmenter et devrait poursuivre cette tendance à la hausse en raison de la croissance démographique, de l'expansion urbaine et de l'industrialisation croissante.

À l'heure actuelle, plus de 1,2 milliard de personnes vivent dans des zones où l'eau est physiquement rare (Comprehensive Assessment of Water Management in Agriculture, 2007), et d'ici 2025 plus de 3 milliards de personnes souffriront probablement de problèmes liés au manque d'eau (PNUD, 2006). L'écart entre l'offre d'eau disponible et la demande se creuse dans de nombreuses parties du monde, limitant les possibilités d'extension future de l'irrigation. Dans les régions où l'approvisionnement en eau est déjà limité, le manque d'eau risque de devenir la plus sérieuse contrainte pesant sur le développement et la croissance agricoles, en particulier dans les zones enclines à la sécheresse (Millennium Ecosystem Assessment, 2005b).

Les bioénergies

Les récentes hausses du prix du pétrole créent de nouveaux débouchés pour les produits agricoles utilisés comme matière première pour la production de biocarburants. La compétitivité des biocarburants pourrait se voir renforcer si les réductions d'émissions de gaz à effet de serre résultant de la substitution d'éthanol à l'essence sont monétisées sous la forme de crédits carbone négociables (Réductions d'émissions certifiées) par le biais du Mécanisme pour un développement propre, conformément aux dispositions du Protocole de Kyoto. Si l'agriculture mondiale doit devenir une source majeure de matière première pour l'industrie des biocarburants, les implications pour la sécurité alimentaire et l'environnement sont encore indéterminées à ce jour. Les bioénergies sont un domaine nouveau qui demande une attention accrue et des études complémentaires en vue d'identifier clairement les implications de leur développement sur la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté.

⁴ Fondé sur FAO, 2006i.

Le changement climatique

D'importantes incertitudes continuent de peser sur la question de savoir quand, comment et où le changement climatique affectera la production agricole et la sécurité alimentaire, mais la plupart des analystes s'accordent à reconnaître que l'incidence négative sur l'agriculture sera plus marquée dans les zones tropicales que dans les zones tempérées (Stern, 2007; GIEC 2007b, Parry et al., 2004; 2005; Fischer et al., 2005). Des scénarios modélisés prévoient une réduction faible à modérée du rendement potentiel des récoltes (Stern, 2007).

Certes le changement climatique aura des effets négatifs disproportionnés sur les pays pauvres, mais les effets réels dépendront au moins autant des conditions socioéconomiques que des processus biophysiques en jeu. Des politiques et des investissements à l'appui du commerce, des pratiques agricoles durables et le progrès technologique peuvent contribuer à atténuer les effets du changement climatique sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, tout en renforçant la capacité d'adaptation des individus et des sociétés (FAO, 2006i).